

**LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES D'EDF SA 2018-2020 ET LEURS CONSÉQUENCES SUR L'ACTIVITÉ,
L'EMPLOI, LA GESTION DES COMPÉTENCES ET LA FORMATION (pour avis)**

DÉCLARATION FO ÉNERGIE ET MINES

Ce CCE vient clore une année 2017 particulière pour celles et ceux qui sont attachés à EDF, fleuron du Service public au service de la nation. Entreprise « d'État » dégageant plusieurs milliards de bénéfices tout en offrant un kWh de qualité à un prix compétitif qui n'a pas à souffrir de la comparaison avec nos voisins européens.

Entreprise chevillée au cœur des territoires garantissant une égalité républicaine, entreprise préférée des Français, entreprise servie par des femmes et des hommes qui savent répondre aux exigences et à la rigueur qu'imposent nos activités en répondant avec cœur face à toutes situations d'urgence, notamment vis-à-vis des caprices climatiques qui frappent, quelquefois avec une violence inégalée, nos territoires continentaux et d'outre-mer, comme cela a été le cas dernièrement.

Ces femmes et ces hommes que nous représentons sont attachés viscéralement à leur entreprise et au Statut des Électriciens et Gaziers.

2017 une année qui aura vu la Direction d'EDF présenter en CCE nombre de dossiers conduisant à la baisse d'effectifs, à la fermeture de sites, à la déstructuration lente

du statut, à l'abandon d'activités ou encore à une fuite en avant dans des projets « capricieux » sous le Diktat d'un État actionnaire qui joue des coups plutôt que d'avoir une vision long terme en lançant EDF dans des aventures anglaises prématurées ou encore en forçant l'intégration d'une partie d'AREVA. Ajoutons à cela une soumission de ce même État actionnaire à la Technocratie Libérale Européenne enfermée dans son dogme destructeur de cohésion sociale et d'efficacité, y compris économique. C'est ce que rappelle l'introduction de votre document, dit en plus policé bien évidemment... tout en rappelant au demeurant que la planète se bat contre un réchauffement climatique lié à l'explosion de la production de CO₂.

IL se trouve que plus de 90 % de la production d'EDF est décarbonée !!! On devrait essayer de reproduire le modèle et de l'exporter, non ?

Pas vraiment...

FO a cherché à travers les orientations stratégiques présentées quelles sont les perspectives pour EDF SA, ce qui est de notre domaine de compétence en tant que CCE d'EDF SA.

Les orientations stratégiques devant être au service d'une politique, mais quelle est donc cette politique pour EDF SA ?

Le document énumère trois priorités.

La première fait référence au développement des services énergétiques, des réseaux intelligents, isolation, solutions numériques, développement de la mobilité électrique, développement de l'autoconsommation, réseau de chaleur...

Mais qui fait, ou va faire, cela dans le périmètre d'EDF SA ?

Notre bonne Direction Commerce ? Où quelques filiales au premier rang desquelles SOWEE. Au vu de vos ambitions en termes de ressources pour la DCO, on pense avoir trouvé la réponse. Cette Priorité ne concerne que peu, voire très peu le périmètre EDF SA. Vous n'affichez pas l'ambition que ces activités soient développées au sein de la maison mère par des agents sous Statut IEG...

Priorité numéro 2 :

« Production très bas carbone : rééquilibrer le mix de production en accélérant le développement des énergies renouvelables, en garantissant la sûreté et la performance du nucléaire »...

« Cette ambition passe par le doublement de sa capacité d'énergies renouvelables dans le monde, la poursuite de l'exploitation de son parc nucléaire français – le programme "Grand carénage" – et par le développement du nouveau nucléaire en France et à l'international ».

« EDF consolide sa base d'actifs nucléaires et hydrauliques. EDF doit pour cela :

- Poursuivre, dans les meilleures conditions de sûreté, l'exploitation du parc nucléaire français au-delà de 40 ans et prolonger celle du parc nucléaire britannique existant de 8 ans en moyenne ;
- Engager la fermeture de Fessenheim concomitamment à la mise en service de Flamanville 3 ;
- Continuer à investir dans la déconstruction du parc nucléaire et la gestion des déchets en France et au Royaume-Uni ;
- Présenter pour chacune des concessions hydrauliques remises en concurrence notre meilleure offre alliant performances économique, énergétique et environnementale. »

Quelles parties de ces orientations concerne EDF SA ?

Grand Carénage. Le programme initialement chiffré à 55 milliards a été amputé d'un coup de baguette, pardon tableur magique de 10 milliards !!! Drôle de façon de se donner les moyens de ses priorités.

Concernant le coût de la restructuration de la filière nucléaire l'addition est lourde pour EDF : 2 milliards pour le rachat d'AREVA NP et une dérive sur le coût d'HPC dont il serait utile de connaître le montant sur la période 2018-2020. Et ceci en étant muet sur l'avenir du nouveau nucléaire en France. Or le rachat d'Areva NP n'a pas de sens s'il n'y a pas de nouveau nucléaire en France.

Fermeture de Fessenheim !!! Là on en bien dans le concret. Là c'est cash !!! Merci les gars le « boss » doit faire respecter les caprices de quelques « Divas ». Vous faites du bon boulot, ça rapporte, mais on ferme, circulez, il n'y a plus rien à voir !!!

Les concessions hydrauliques, il y a 21 jours devant ce même CCE, un représentant de la Direction, nous jurait, la larme à l'œil, qu'EDF se battait pour garder ses concessions, ajoutant « on compte aussi sur les OS pour nous aider dans cette bataille... ».

Nous à FO on y est toujours dans la bataille pour garder notre Hydraulique intégré. D'un coup d'un seul on est passé à l'étape « la bataille est perdue, on essaiera de sauver

les meubles... », évidemment qu'il faut se battre jusqu'au bout, mais la bataille prioritaire pour FO reste celle de la non-mise en œuvre des injonctions « européennes ».

Cette priorité se poursuit

« EDF accélère ses développements sur les énergies renouvelables Le Groupe vise une capacité nette de 50 GW à l'horizon 20306. Les nouveaux moyens développés seront pour l'essentiel l'éolien terrestre et maritime, le photovoltaïque, et l'hydraulique. Le Groupe a renforcé son ancrage dans les énergies renouvelables par le développement de nouveaux projets en France, mais également aux États-Unis, au Brésil, au Chili, en Inde et en Chine. Le développement hors de France de ces actifs est conduit en cohérence avec la stratégie internationale du groupe EDF. Dans le même temps, le groupe accélérera ses investissements en France. »

En quoi EDF SA est concernée ? À moins qu'il ne faille voir dans cette priorité l'annonce que EDF EN ne devienne une Direction du Développement et de l'exploitation des Énergies Nouvelles avec l'ensemble des activités de Recherche, d'installation, de conduite et de maintenance exercées par des agents EDF sous Statut des IEG ?

Cette possibilité d'intégrer cette activité Énergies Renouvelables dans notre statut des IEG existe et pour le coup vous appartient puisque nulle directive Européenne ou Loi sur

La Transition ne vous enferme dans un carcan juridique vous contraignant à passer par des filiales et des sous-traitances très loin de nos idéaux de « Responsabilité sociale ».

Quel impact financier pour le plan solaire 2020 date à laquelle il doit commencer à se déployer ?

En dehors de cette annonce que vous pourriez faire peu de concret dans ces éléments « stratégiques » pour EDF SA, quelques miettes tout au plus . . .

Dans la continuité cette deuxième priorité précise :

« En parallèle, EDF investit sur le nouveau nucléaire . . . »

Là encore, en dehors de la mise en service de Flamanville (mais dans ce cas quid de la limite des 63 GW de production nucléaire prévus dans la loi ???), rien au périmètre d'EDF SA. Le nucléaire anglais ou chinois en dehors de l'ingénierie c'est hors périmètre. Et même l'ingénierie, quid des agents d'EDF SA dans l'entité de recherche commune avec AREVA, EDVANCE ? Le personnel EDF statutaire est déjà largement en minorité, qu'en sera-t-il dans trois ans ?

Enfin cette priorité 2 se termine

« EDF soutient la nécessité de mettre en place des mesures visant au relèvement du prix du CO₂, afin de garantir, si possible au niveau européen, un prix du CO₂ suffisant et cohérent avec les objectifs de la transition énergétique. »

À FO, on comprend bien les enjeux du marché Carbone, on aimerait aussi faire crédit à la capacité de nos diplomates de convaincre Allemands, Américains, chinois . . . à accepter de plomber leur rentabilité avec cette taxe, mais au bout du bout en termes d'activité réelle c'est combien au périmètre d'EDF SA ?

Enfin Troisième priorité l'International !!!

Nous ce qu'on constate c'est que l'international en ce moment c'est plutôt la boîte à sortir du cash pour améliorer le ratio de la Dette, on a d'ailleurs compris que sur la cession des dix milliards d'actifs nous avons déjà atteint 8. Et puis là encore on n'a pas senti l'idée de croissance de cette Direction au sein d'EDF SA, on peut même y lire l'inverse dans la partie emploi du dossier !!!

Notre intervention pourrait se poursuivre durablement en décortiquant méthodiquement ce document très imposant qui accompagne votre demande d'avis.

Sa lecture ne fait que renforcer notre interrogation : mais quelle est donc la politique pour EDF SA ?

Sa lecture ne fait que renforcer notre conviction : Une politique de déclin industriel par manque de Recherche et Développement, par un développement de l'externalisation et de la sous-traitance, par une gestion du risque qui nous fait flirter avec les limites de « l'acceptable ».

En 2017, il fallait se serrer la ceinture parce que les prix de marché étaient historiquement bas.

En 2018, il faudra se serrer la ceinture alors que les prix de marché sont nettement remontés.

Mais maintenant, il nous faut payer le coût de la restructuration de la filière nucléaire et des dérives d'HPC, selon un article du Guardian sorti ce jour les Anglais chiffrent le coût total à 20,3 milliards de Livres soit environ 1 milliard de plus que le chiffre avancé dans le dossier.

Nous aurions aimé au contraire voir figurer :

- la nécessité de maintenir en activité l'ensemble de nos tranches Nucléaires en de mettre tous les moyens pour prolonger leur durée d'exploitation dans les meilleures conditions,
- de poursuivre l'exploitation des centrales thermiques classique qui constitue notre assurance réseau particulièrement dans un contexte de développement des ENR en faisant les investissements nécessaires pour les décarboner,
- un accroissement de nos efforts de recherche, que ce soit sur le stockage de CO₂ ou la décarbonisation des rejets, mais surtout dans une recherche fondamentale qui redonnerait à EDF une position de leader dans l'innovation et la modélisation du secteur de l'Énergie du futur,
- La volonté d'être offensif sur le plan commercial en donnant un élan nouveau à la DCO.

Sur le plan social nous aurions aimé que figure la priorité pour EDF d'être la référence avec une politique salariale motivante, avec l'abandon des filialisations et la ré-internalisation des activités que ce soit dans le tertiaire ou à commerce, avec la volonté d'appliquer le Statut des IEG à l'ensemble de ses salariés notamment sur le segment des Énergies Nouvelles.

Nous aurions aimé que vous vous engagiez dans la bataille contre le dumping social dans le secteur par l'application du Statut à l'ensemble des acteurs émergents comme c'est le cas dans la bataille juridique et sociale, que mène FO à travers un procès vis-à-vis de Direct Energie.

Partie Emploi

Le volet emploi du dossier est la déclinaison des orientations stratégiques votre premier tableau illustre bien l'ambition :

La baisse d'effectifs devrait être de l'ordre de 6 à 7% entre fin 2017 et fin 2020, la trajectoire prévisionnelle étant présentée dans le tableau ci-dessous.

Années	Point de sortie prévisionnel 2017	Fourchette 2018	Fourchette 2019	Fourchette 2020
Effectifs EDF SA	62 525	60 870 - 61 170	59 120 - 59 720	57 910 - 58 780
Taux d'évolution médian A/A-1		-2,4%	-2,6%	-1,8%

L'objectif est clair – 4600 sur la période !!!!

Aucune Direction en dehors des Systèmes Énergétiques Insulaires n'y échappe.

Ainsi le Groupe poursuit son développement en détruisant sa maison mère.

Pudiquement le dossier ne présente pas de chiffres par Direction, mais plutôt des tendances pour 2019 et 2020, c'est du « moins » ou du « moins-moins ». Pudiquement, on parle d'optimisation de recherche de la performance... Pour les agents traduire : accroissement de la charge de travail, baisse de la QVT, Risques Psycho sociaux...

Pour les recrutements, pas de chiffres, juste le rappel que la priorité sera la mobilité interne.

Les fonctions dites supports, entendez Commerce-Tertiaires-R et D – Centraux, sont les plus contributrices. Le modèle devient la DTOE qui filialise et externalise les activités et les compétences et sous-traite le plus possible pour mieux contourner, voire détruire notre statut.

Il ne sera pas utile pour FO de développer plus pour se positionner négativement sur ce point...

Point Formation

Le dossier présente les Orientations Formations à venir

Rappel OFE 2017/2019	OFE 2018-20120	Evolutions 2017-2019 / 2018-2020
	OFE transverses	
<i>OFE 1 : accompagner les politiques de prévention-sécurité</i>	OFE 1 : accompagner les politiques de prévention-sécurité	OFE identique actualisée
<i>OFE 2 : intégrer et professionnaliser les nouveaux arrivants, embauchés ou en mobilité dans leur métier</i>	OFE 2 : Accompagner la mobilité interne et les parcours professionnels : embauches, mobilités, reconversions, promotion sociale	OFE enrichie
<i>OFE 3 : répondre aux Objectifs de Responsabilité de l'Entreprise</i>	OFE 3 : S'inscrire dans la dynamique de transition énergétique	Nouvelle OFE
<i>OFE 4 : intégrer et professionnaliser les managers</i>	OFE 4 : Répondre aux objectifs de responsabilité de l'entreprise	OFE identique actualisée
<i>OFE 5 : développer des compétences de contract management</i>	OFE 5 : Accompagner la digitalisation des moyens et des outils au service des métiers	Nouvelle OFE
	OFE 6 : Intégrer et professionnaliser les managers	OFE partiellement modifiée
	OFE 7 : Renforcer les compétences de management de projet	Nouvelle OFE
	OFE 8 – Développer les compétences de contract management	OFE identique actualisée

OFE métiers	
<i>OFE 6 : assurer le maintien des compétences nécessaires à l'excellence et à la performance de l'ingénierie, de l'exploitation et de la maintenance</i>	OFE 9 – Assurer le maintien des compétences nécessaires à la performance de l'ingénierie, de l'exploitation et de la maintenance OFE identique actualisée
<i>OFE 7 : développer les compétences nouvelles dédiées au déploiement de projets techniques stratégiques</i>	OFE 10 : Développer les compétences nouvelles au service de la performance des métiers techniques et de leurs projets OFE identique actualisée
<i>OFE 8 : développer les compétences commerciales numériques en soutien de la compétitivité</i>	OFE 11 : Développer les compétences commerciales numériques en soutien de la compétitivité OFE identique actualisée
<i>OFE 9 : maintenir les compétences nécessaires à l'excellence et à la performance des métiers et filières SI et support</i>	OFE 12 – Maintenir les compétences nécessaires à la performance des métiers et filières Support et SI OFE identique actualisée
<i>OFE 10 : développer des compétences nouvelles dans les métiers et filières SI et support pour accompagner les transformations de l'entreprise</i>	OFE 13 : Développer les compétences nouvelles au service de la performance des métiers et filières support et SI et de leurs projets OFE identique actualisée

D'un point de vue global en faisant abstraction de notre point de vue sur le contexte, on peut se féliciter des orientations qui ont pour ambition d'accompagner les mobilités, souhaitées ou contraintes !!!, les reconversions et les promotions.

Pour FO, EDF doit tout mettre en œuvre pour garantir un emploi à tous les agents en permettant l'acquisition et le développement des compétences ainsi que pour permettre à toutes et tous de monter dans « l'ascenseur social »

De même, FO se félicite de l'orientation visant à accompagner la digitalisation, non pas pour l'encourager, mais pour que cette digitalisation soit mieux vécue, moins subie.

Pour FO, ces orientations sont une chose, mais leurs mises en œuvre en sera une autre et suppose que le pilotage soit fait par la demande, les besoins et non par un diktat sur le coût global conduisant à une nouvelle baisse des volumes globaux.